APPEL DE BELLERIVE

Nous socialistes réunis les 20-21-22 juin à Bellerive sur Allier, nous sommes venus de 65 départements à l'appel de différentes sensibilités du Parti socialiste. Indignés et mobilisés contre la politique du gouvernement, contre l'austérité, contre le chômage de masse, nous demandons l'application des engagements du discours du Bourget qui ont fait la victoire de mai-juin 2012. Le pacte de responsabilité, la « politique de l'offre » et la baisse du « coût du travail » n'ont jamais été dans le programme du candidat président. Si des millions d'électeurs de gauche se sont abstenus aux municipales et aux européennes, c'est parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans la politique suivie depuis 20 mois.

Les électeurs de gauche n'ont pas voté pour donner 41 milliards sans contrepartie aux employeurs. Ils n'ont pas voté non plus pour une austérité budgétaire de 50 milliards d'euros. Nous, socialistes, voulons une réorientation de la politique du gouvernement et une finance soumise aux exigences de l'économie. Nous voulons la mise en œuvre d'un nouveau mode de développement écologique et durable. Nous voulons la réduction du temps de travail pour renouer avec le plein emploi et assurer le maintien des retraites.

Nous voulons redistribuer les richesses par une augmentation significative des salaires. Nous voulons une réforme fiscale, avec un impôt progressif et direct, qui s'attaque au capital, aux dividendes, aux fraudes fiscales.

« Rien de grand ne s'est jamais fait sans unité de toute la gauche. »

Nous voulons faire reculer les inégalités, défendre et élargir les services publics, renforcer le droit du travail, contrôler les licenciements et relocaliser les emplois.

Nous pensons que ces aspirations sont majoritaires dans notre parti, dans le salariat, dans la population. Il n'y a aucune fatalité à la prétendue « mort de la gauche » si nous menons une politique économique et sociale de gauche responsable et courageuse, tout simplement en étant de gauche, en incarnant la gauche, en agissant à gauche ! Avec 40 % du bureau national du PS et avec « l'appel des 100 députés » socialistes, nous soutenons pleinement les élus, députés et sénateurs socialistes qui s'opposent à l'austérité à l'occasion du collectif budgétaire.

Nous voulons que le pouvoir émane des parlementaires et non que tout soit décidé par un seul homme.

Ensemble et en confrontant, en rapprochant nos points de vue, nous nous sommes préparés ce week-end aux échéances sociales urgentes et aux débats nécessaires et programmés (états généraux, congrès) au sein du Parti socialiste et de toute la gauche.

Nous savons que rien de grand ne s'est jamais fait sans unité de toute la gauche. Convaincus que le rassemblement de Bellerive-sur-Allier préfigure un rassemblement plus large, nous appelons à un gouvernement d'union de la gauche, rouge, rose, vert qui repose sur la majorité de l'Assemblée nationale et sur le mouvement social mobilisé. Nous appelons au sursaut des socialistes et de toute la gauche.

ABONNEZ-VOUS

30€ par an - 10 numéros
(ou 50€ abonnement de soutien)

Nos ouvrages et des formulaires d'abonnement sont disponibles à notre stand - Venez nous rencontrer

Pour réussir le quinquennat : changer de cap !

Le 27 août 2014,

Le gouvernement Valls 1 a échoué par sa politique d'austérité. Une politique que 40 % du BN du PS avait désapprouvée, le 18 février dernier, que 100 parlementaires avaient rejetée dès avril et que des ministres viennent de condamner.

La « panne » est évidente.

Continuer la même politique avec un gouvernement Valls 2 c'est poursuivre la chute et conduire le Parti socialiste vers les 5 %. Cette politique d'austérité a conduit la gauche au désastre des municipales, le 30 mars, et pire encore lors des européennes du 25 mai. Jamais un gouvernement Valls n'aurait dû être formé sur cette orientation : il fallait tenir compte des électeurs et choisir un cap à gauche. Le gouvernement Valls 1 reposait sur une tête d'épingle, il ne rassemblait ni les socialistes ni la gauche. Il n'était pas assuré d'une majorité à l'Assemblée nationale pour le budget 2015. Il était minoritaire dans le pays, dans la gauche, et largement dans le Parti socialiste.

La crise politique maintenant ouverte est saine et salutaire si elle donne l'occasion de reprendre un cap à gauche.

Mais si l'exécutif s'entête, Valls étant reconduit, à poursuivre la MÊME orientation avec une équipe encore plus étriquée et un ministre de l'économie marqué comme ami de la finance, la crise politique va rebondir et l'exécutif imploser. Le symbole d'un ministre de l'économie, banquier d'affaires qui « plaît aux patrons » comme dit Rebsamen, signe le reniement du discours du Bourget et confirme la soumission aux désirs du Medef. Ne pas changer une orientation qui perd, qui est « en panne », tous feux rouges allumés, est suicidaire.

Gouvernement rose-rouge-vert, gauche unie !

Le Parlement doit l'emporter sur l'exécutif, sur le gouvernement et le président. C'est une exigence démocratique. C'est aux députés de faire entendre leur voix. Le Parlement doit s'imposer : sa majorité rouge-rose-verte est issue de la victoire des législatives de mai-juin 2012. Elle a mandat pour agir à gauche et rompre avec les choix néolibéraux des dix années précédentes, alors que le président est dans une impasse. Il ne peut pas gouverner sans majorité législative et, s'il dissolvait l'Assemblée, il se marginaliserait plus surement, car les députés qui auraient soutenu sa politique jusqu'au bout, seraient les premiers sanctionnés.

L'austérité doit être mise en minorité, et un gouvernement de la gauche unie doit être constitué. Il s'agit ainsi de sauver la gauche.

Les parlementaires de toute la gauche doivent se réunir : ils sont légitimes. Leur travail en commun pour obtenir la formation d'un gouvernement qui respecte leur majorité, sauvera la gauche. Plus que jamais, le Parti socialiste doit réagir, débattre et affirmer ses positions de façon indépendante.

Cap à gauche ou cap suicide !

Non à la baisse du coût du travail, haussons les salaires, baissons les dividendes !

Le Parti socialiste n'a jamais voté la politique de l'offre, la politique de baisse du coût du travail, il n'a jamais choisi la politique d'austérité. Le projet adopté par le Parti socialiste se retrouvait dans le discours du Bourget, il se retrouvait dans la campagne des législatives de mai-juin 2012, dans les attentes des électeurs de gauche. Ce n'était pas le cas de l'orientation du gouvernement Valls n°1 et le sera encore moins désormais avec sa deuxième version alors que l'austérité est une impasse démontrée.

Pour un congrès du Parti socialiste, vite !

C'est pourquoi il faut convoquer un congrès extraordinaire du Parti socialiste. Il devait avoir lieu vite. Il a été repoussé. Il doit être remis à l'ordre du jour au plus vite. Démocratie ! Les militants doivent avoir la parole, débattre et choisir.

www.democratie-socialisme.fr
Nos derniers articles, nos vidéos, nos argumentaires…

TRIBUNE

Libération

Tribune de Gérard Filoche membre du BN du PS, et Jean-Jacques Chavigné, Eric Thouzeau, Virginie Houadec, Johann Cesa, Gérard Berthiot, Jean Yves Lalanne, membres du CN, animateurs de Maintenant la gauche et de la revue « Démocratie et socialisme ».

« Face à la panne et à Le Pen »

Contrairement aux engagements du candidat Hollande, la politique menée dans notre pays est plus favorable au Medef qu'aux salariés. Alors que la gauche avait tout pouvoir pour combattre la finance elle a fait des choix libéraux et cela aboutit à la « panne » qui vient d'être reconnue par Michel Sapin et à l'échec du gouvernement Valls 1 après seulement 147 jours.

« Hors de question de changer de politique », clame le Premier ministre agitant le mot « réforme » comme un hochet (« Nous devons réformer, réformer inlassablement »), mais l'inanité de son discours n'a d'égale que son entêtement.

Il nous traite d'« d'irresponsables », nous, la gauche socialiste, qui proposons depuis 2 ans une alternative.

Mais ce qui est « irresponsable » c'est de ne pas prendre acte de la situation, de ne pas être pragmatique, de ne pas corriger le cap. Manuel Valls avait obtenu 5,6 % des voix aux primaires socialistes mais c'est, hélas, la politique qu'il préconisait alors qui est appliquée et qui vient de faire éclater son premier gouvernement. Elle divise la gauche, la majorité parlementaire, le parti socialiste, aussi surement que le gouvernement mis en place le 2 avril dernier.

Il va falloir y mettre un coup d'arrêt au PS et à l'assemblée, car c'est une orientation minoritaire, injuste pour les salariés, inefficace économiquement, suicidaire pour la gauche. 40 % du BN du PS s'y est opposé depuis le 18 février, puis des milliers de socialistes, puis 100 députes, puis des ministres…

« C'est une orientation minoritaire, injuste pour les salariés, inefficace économiquement, suicidaire pour la gauche. »

L'austérité en Europe conduit à la déflation

La Commission européenne affirme son ambition de transformer les 17 pays de la zone euro en 17 « Allemagne ». C'est absurde puisque l'excédent commercial de l'Allemagne se nourrit du déficit commercial de la France, de l'Italie, de l'Espagne… Le résultat de cette absurdité est sous nos yeux : la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont exsangues, l'Italie est en récession, le PIB de l'Allemagne recule de 0,2 % au deuxième trimestre et la croissance de la France est nulle. Les économies européennes sont au bord de la déflation. En France, la courbe du chômage a continué sa hausse avec 5,9 millions de demandeurs d'emplois (toutes catégories, outre mer inclus). La pauvreté touche 9 millions de personnes et la précarité devient le lot commun : 83,7 % des embauches se font en CDD.

L'austérité en France aggrave la dette publique

Un paradoxe majeur saute aux yeux : la politique d'austérité menée au nom de la diminution des dettes publiques, produit l'effet inverse. La dette publique a augmenté de 85,9 % du PIB fin 2011 à 93,5 % fin 2013, soit près de 150 milliards d'euros !

Il ne sert à rien d'enfoncer des portes ouvertes en proclamant que « la France n'a pas à demander la permission de l'Allemagne de ne pas respecter l'objectif de 3 % de déficit en 2015 ». C'est tout simplement un fait ! Michel Sapin a concédé déjà que ce sera 4 % en 2014, avec une croissance zéro dans les 6 premiers mois et 0,5 % sur l'année.

Austérité et réformes structurelles sont les deux faces d'une même tragédie

Les « réformes structurelles » sont des Robins des Bois à l'envers puisqu'elles redistribuent les richesses au profit du patronat en lui accordant, avec le pacte de responsabilité, 41 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, chèque sans facture, sans contrepartie en termes d'investissement ou d'emplois. Michel Sapin s'indigne, aujourd'hui, que l'investissement des entreprises soit à la baisse et que le patronat ne tienne pas ses engagements. Mais c'est précisément là où le bât blesse : aucun engagement ne lui a été demandé !

Ces réformes agissent dans le même sens récessif et déflationniste que les politiques d'austérité. Elles entraînent la stagnation des salaires : le Smic n'a reçu aucun « coup de pouce » depuis 2012, au nom de la baisse du « coût du travail ». L'ANI du 11 janvier 2013 devenu la loi Sapin du 14 juin qui permet aux entreprises de licencier plus facilement exerce une pression à la baisse sur les salaires. Le coût de la réforme des retraites est assumé par les salariés et les retraités. Cela pèse sur la consommation et les « carnets de commande » des entreprises sont vides. Les attaques contre le droit du travail (fragilisation des contrats de travail, refus d'amnistier les syndicalistes, remise en question de l'indépendance de l'inspection du travail, suppression des élections prud'homales, proposition de gel des seuils sociaux ou « simplification » du code du travail) vont dans le même sens.

Quant à la réforme territoriale, elle achoppe sur de vraies questions : l'effet récessif qu'ont les baisses de dotations de l'Etat aux collectivités et de nouveaux déséquilibres entre les territoires.

L'avenir de la gauche se joue maintenant : vite un congrès du Parti socialiste !

« Il n'y a jamais une seule politique possible » avait affirmé François Hollande en 2012. En effet, il existe à l'Assemblée nationale une majorité rose, rouge, verte pour mener une autre politique - de gauche. Non au pouvoir personnel, pas question de dissolution, il faut l'unité de la gauche et le pouvoir au Parlement ! Les députés peuvent et doivent obliger l'exécutif. Pour une politique qui commencerait par suspendre le pacte de responsabilité et refuser de mettre

« Il existe à l'Assemblée Nationale une majorité rose, rouge, verte pour mener une autre politique - de gauche.»

en œuvre les « réformes structurelles » exigées par la Commission européenne. Une politique qui engagerait une vraie réforme fiscale et relancerait sans tarder la construction de logements répondant aux normes d'isolation thermique qu'exige l'indispensable transition énergétique. Une politique de relance des salaires, de contrôle des licenciements, de réduction de la durée du travail et de redistribution des richesses.

Cap suicide ou cap à gauche. Le choix d'un gouvernement Valls II est une vaine fuite en avant. En face, l'avenir de la gauche ne se joue pas seulement au Parlement mais aussi au Parti Socialiste qui n'a jamais voté « la politique de l'offre », encore moins celle de « baisse du coût du travail ». Les militants du Parti socialiste doivent pouvoir mettre leur veto à l'actuelle politique imposée par l'exécutif. L'exigence d'un congrès avant l'été 2015 est un minimum démocratique. Electeurs des primaires socialistes, vous êtes majoritairement mécontents de la politique actuelle du gouvernement, venez nous aider en adhérant aujourd'hui au Parti socialiste, afin de changer de cap. Il est encore temps de « réussir le quinquennat » !

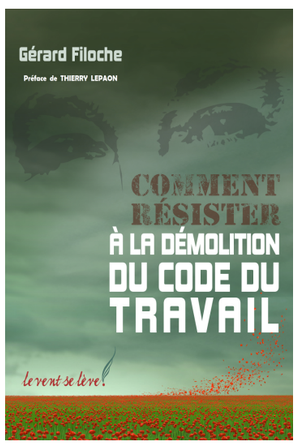
A lire prochainement

Comment résister à la démolition du code du travail ?

« Votée après cinq mois de débats et de manifestations, la « Loi pour la sécurisation de l'emploi », issue de cet ANI, a un titre trompeur : vingt mois après, l'emploi n'est pas sécurisé, la précarité a explosé. Dans ce livre-coup de poing, vous comprendrez pourquoi, grâce à un bilan détaillé de l'ANI à l'épreuve des faits. Et vous saurez que l'on pouvait faire autrement. »

Préface de Thierry le Paon — Aux éditions « Le vent se lève » —10€

… en librairie à partir du 22 septembre



Supplément au numéro 216 spécial « Université d'été 2014 » de la Rochelle